

BUREAUX RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois 12 fr
Six mois 23 »
Un an 44 »

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois 14 »
Six mois 27 »
Un an 51 »

ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bulier et C° place de la Bourse, 2; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 4^e MAI 1872

BOURSE DE PARIS

DU 1^{er} MAI

3 0/0 54 37 1/2
4 1/2 79 »
5 0/0 87 33

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

BULLETIN QUOTIDIEN

Les nouvelles d'Espagne sont rares aujourd'hui, car nous ne comptons pour rien les dépêches Havas, de source gouvernementale espagnole, et nous ne saurions trop prémunir nos lecteurs contre de pareils renseignements. A Madrid même, les journaux ne peuvent pas puiser des informations défavorables à Amédée.

Le bruit court à Madrid qu'Amédée aurait reçu 15 millions de Victor-Emanuel et 40 autres de la Prusse.

Il ne paraît pas que les carlistes se soient comparés encore d'aucune place forte; toutefois, ils occupent quelques points stratégiques. Une trentaine de provinces sont plus ou moins soulevées. Le généralissime Serrano a pris avec lui, non pas 6,000 hommes, mais 20,000, et il a amené une dizaine de généraux, deux circonstances qui montrent assez la force de l'insurrection. Les autres généraux d'Amédée demandent des renforts.

Les plus récentes nouvelles communiquées à la présidence de Versailles par notre ambassadeur de Madrid, par nos consuls et par le sous-préfet de Bayonne font prévoir, dit le Courrier de France, un grand nombre de désertions dans les rangs de l'armée d'Amédée. N'oublions pas que, des 191 députés qui l'ont élu roi, 95 ont abandonné sa cause et se sont répartis entre les différentes oppositions.

La Catalogne et la Valence doivent inquiéter beaucoup le ministère Sagasta, puis, d'après l'Imparcial, on désigne le général don Manuel de la Concha, marquis del Duero, pour commander l'armée destinée à opérer dans ces deux provinces.

Le 29, à la Chambre des Communes, M. Gladstone, répondant à M. Jenkinson, dit que le gouvernement a consenti à garantir l'emprunt de deux millions et demi de livres sterling, fait par le Canada, pour la construction d'un chemin de fer se dirigeant vers l'Océan Pacifique et pour l'amélioration des canaux. M. Gladstone ajoute que cette garantie est donnée sous la condition que le Canada accepte le traité de Washington, et que le gouvernement anglais a reçu une dépêche lui annonçant l'acceptation du Canada.

M. Gladstone informe M. Disraeli que le ministre américain, général Schenk, attend la réponse de M. Fisch. Le général Schenk aurait reçu pour instruction de déclarer à lord Granville que si l'Angleterre est décidée à se prononcer contre le principe de réclamation des Etats-Unis ac-

cepteront cette décision; le principe étant ainsi admis, les arbitres ne le discuteront pas; le mémoire américain restera sans changement, malgré l'arrangement sus-mentionné.

On assure que l'Angleterre accepterait cette proposition.

Passeports et Permis de séjour.

Une interpellation adressée au gouvernement par M. Jaubert, dans la séance de samedi, au sujet de l'abolition partielle de la formalité du passeport pour les voyageurs entrant en France par la frontière belge ou par les ports de la Manche, a amené une discussion confuse dans laquelle, comme c'est l'habitude, le gouvernement a soigneusement réservé son droit à l'arbitraire, tout en se montrant disposé à entrer provisoirement dans une voie semi-libérale.

Nous sommes arrivés à ce point, en France, après 80 ans de révolutions, de ne savoir ni pratiquer largement la liberté, ni nous soumettre bravement à l'autorité. Il nous faut un régime intermédiaire, qui ressemble assez bien à la chaîne qui attache le chien de garde à sa niche. Cet animal est libre d'aboyer et de mordre lorsqu'on s'approche de lui à la portée de ses crocs, mais il n'est pas libre d'aller où il veut, de courir et de gambader à son gré. Voilà où nous en sommes, après tant de sang versé, tant de paroles perdues, en vue de la conquête de la liberté. Le Français de 1872 est certainement un peu moins libre pratiquement que le Français de 1788; seulement il a, dans l'arsenal qui s'appelle le Bulletin des Lois, un stock de rosignols décorés du titre pompeux de Constitutions, dont pas une ne saurait servir; plus une centaine de mille lois imprimées, que nul n'est censé ignorer, et que tout le monde ignore.

Mais revenons aux passeports. Le passeport est une invention de la Révolution; l'ancien régime ne connaissait ni le nom ni la chose; le passeport est venu au monde en 1792, quelques mois avant l'abolition de la royauté et la proclamation de la première République. La République qui devait, disait-on, nous donner des libertés à ne savoir qu'en faire, a commencé par nous mettre à la patte la ficelle du passeport. Naturellement, l'Empire a conservé précieusement et a perfectionné à son usage cet instrument de tyrannie policière; et les régimes qui lui ont succédé se sont bien donnés de garde de l'abandonner: c'est si bon l'arbitraire... pour celui qui l'exerce! Ce n'est pas que les victimes innocentes du passeport — car les coupables sont toujours en règle — n'aient protesté; mais tant que ces protestations ne sont venues que des citoyens français, on les a laissées crier. Ce n'est que lorsque l'étranger — l'Anglais surtout — s'en est mêlé, que l'on a pris les plaintes en considération. C'est donc grâce aux étrangers que le régime du passeport s'est quelque peu adouci en France. C'est à l'étranger, notamment, que nous devons l'atténuation des vexations du passeport rétabli, il ne faut pas cesser de le répéter, par les ré-

publicains du 4 septembre. M. Thiers a cédé aux réclamations de l'Angleterre, lui qui ne cède pas volontiers; il a espéré atténuer ainsi le mauvais effet de la dénonciation du traité de commerce. Donc les Anglais, les Belges et tous ceux qui voudront se donner la peine d'emprunter pour la circonstance un nom anglais ou belge, pourront se donner l'agrément d'esquiver le passeport. On voit que les communistes réfugiés en Angleterre n'auront que la peine de s'appeler, pour un quart d'heure, Smith ou Tompson, tout juste le temps de signer sur le registre du commissaire de police, et qu'ils fouleront librement le sol de la belle France, en attendant le moment favorable pour la pétroliser à nouveau. Oh! nous avons un gouvernement prévoyant! et ingénieux donc!

Quant à nous, si nous étions le gouvernement, ce dont Dieu nous préserve! nous n'agirions pas de la sorte. Nous abolirions radicalement les passeports obligatoires. Nous laisserions seulement subsister le passeport facultatif qui serait, par exemple, le portrait-carte du titulaire, au dos duquel le titulaire pourrait à sa convenance et à ses frais, faire mentionner, par le maire de sa commune, ses noms, âge, profession, et l'absence de toute mauvaise note, le tout timbré, signé et paraphé: coût 50 centimes, 1, 2 ou 5 francs ad libitum. Beaucoup de gens, pour avoir en toute circonstance un document authentique constatant leur identité, se pourvoiraient avec empressement d'un passeport facultatif, et le Trésor public ou la caisse municipale encaisseraient de ce chef une somme assez ronde: et c'est ce que l'on cherche avant tout en ce moment.

Quant aux étrangers, ils pourraient eux aussi se pourvoir d'un passeport facultatif, aux ambassades, légations ou consulats de France dans leur pays, comme ils pourraient s'en dispenser. Mais si nous leur ferions volontiers grâce du passeport, il n'en est pas de même du permis de séjour, que nous voudrions voir remis en vigueur avec une sévérité redoublée. Un voyageur passe en France, laissez-lui pleine et entière liberté, rien de mieux; mais si ce voyageur se transforme en résident ou mieux en commerçant ou en employé. Oh! alors, nous disons: attention! Cet étranger vient jouir de tous les avantages et de tous les agréments que notre pays présente; il vient disputer à nos ouvriers ou employés le morceau de pain quotidien; à nos négociants le bénéfice de leur négoce, et cela sans avoir subi aucune des charges premières imposées au Français — par exemple le service militaire — Eh bien! il n'est pas juste que l'étranger ait tous les avantages, sans offrir une compensation pour les charges auxquelles il échappe. Cette compensation, il faut la placer dans un permis de séjour, dont le prix devra être proportionné au temps de séjour et à la position personnelle et de fortune de l'étranger.

Voilà ce que nous pensons, et nous croyons être dans le vrai.

ESPAGNE

Nous empruntons au Temps, une intéressante correspondance d'Espagne. En la lisant, on vaudra bien ne pas oublier que le Temps est un journal républicain et protestant.

Saragosse, 27 avril. Le maréchal Serrano a été vu cette nuit à quelques kilomètres d'ici, à Las Casetas, où se trouve l'embranchement des Chemins de fer de Madrid à Saragosse et de Saragosse à Pamplona. Il a dû arriver ce matin à Tudela, où il compte établir son quartier général. Pendant toute la nuit, des trains spéciaux ont passé sous les deux lignes, conduisant des troupes dans la même direction. Il est clair que l'attaque principale contre les carlistes de la Navarre va partir de Tudela. Peut-être le maréchal espère-t-il les cerner en les poussant vers le corps d'armée qui occupe la ligne de Vittoria à Pamplona, et qui intercepte ainsi les communications entre les insurgés de la Navarre et ceux des provinces basques. C'est là, du moins, ce qu'on croit à Saragosse; mais si M. Serrano a des chances d'entourer ainsi les Navarrais, n'est-il pas évident que le corps d'armée opérant du côté de Vittoria risque à son tour d'être pris entre deux feux, à moins que toutes les bandes sérieuses de don Carlos ne soient concentrées en Navarre, ce qui ne paraît pas probable?

Quel est le nombre des insurgés réunis dans cette province? Il est impossible de le savoir. L'état de siège n'est pas un vain mot ici. Toutes les nouvelles sont arrêtées au passage. En fait de journaux de Madrid, nous ne voyons que la Correspondencia, laquelle dit peu de chose, et les journaux de Saragosse même ne donnent aucun renseignement. Dans le public, mille bruits circulent mystérieusement, mais les gens qui seuls pourraient donner des informations complètes se taisent, de peur d'être compromis. Les employés des chemins de fer surtout sont d'une discrétion à toute épreuve. On commence, du reste, à raconter des histoires d'espions qui ne sont pas faites pour encourager les questionneurs, et surtout les questionneurs étrangers.

Dans le monde officiel, on assure que le nombre total des carlistes réunis dans la Navarre est d'environ neuf mille. Mais des voyageurs qui ont traversé cette province parlent de forces plus considérables. Des bataillons complets, bien équipés et armés de fusils se chargeant par la culasse ont été rencontrés. Les officiers de ces bataillons portaient l'uniforme de la troupe de ligne avec des bérets blancs galonnés d'argent, au lieu de képis et de schakos. On prétend même que les insurgés possèdent quelques mitrailleuses, mais cela paraît douteux. La force principale des carlistes est probablement la connaissance des montagnes choisies par eux pour leurs manœuvres, montagnes très sauvages et facile à défendre.

Quoi qu'il en soit, il est de plus en plus certain que l'insurrection a pris en peu de jours des proportions auxquelles on était loin de s'attendre. Le gouvernement aurait été servi par un échouffouré semblable aux derniers soulèvements carlistes; il désirait une affaire de ce genre, mais ses vœux ont été dépassés de beaucoup. Je suis de plus en plus persuadé qu'il est sérieusement alarmé. Ce qui le prouve, c'est l'envoi de M. Serrano, l'ex-régent, sur le théâtre de la guerre. On n'aurait pas donné le commandement de l'armée à un personnage aussi considérable, si on ne se croyait pas au début d'une campagne difficile.

Ce qui gêne le plus le gouvernement, c'est qu'il n'ose pas dégarnir les grandes villes, dont les majorités républicaines prennent de jour en jour une attitude plus menaçante.

Un certain nombre de progressistes offrent, il est vrai, dans chacune de ces villes, d'organiser des milices pour y maintenir l'ordre, mais il y a beaucoup de radicaux parmi les progressistes, et le gouvernement hésite à leur donner des armes, craignant qu'après avoir juré de s'en servir pour la dynastie, ils en fassent l'usage contraire.

Du reste, même en supposant que les républicains restent tranquilles, ce qu'ils initient tous la conduite de ceux de Fernel, qui viennent de promettre appui et protection au gouvernement, il serait encore difficile de concentrer toutes les troupes dans le pays basque, la Navarre et l'Aragon, parce qu'il y a des carlistes dans d'autres provinces. Ceux de la Catalogne commencent à se montrer depuis qu'on a tiré de Barcelone des forces considérables. Ils attendaient évidemment, pour prendre les armes, le départ des troupes, et l'on parle déjà de ponts coupés derrière les régiments envoyés en Navarre. Aussi n'avons-nous pas été surpris d'apprendre ce matin que deux escadrons de cavalerie étaient sortis pendant la nuit de Saragosse vers le chemin de la Catalogne. Dans le Bas-Aragon, le soulèvement est général depuis deux jours. De l'aveu même des personnages officiels, environ quatre mille carlistes, dont un grand nombre possèdent des carabines Remington, sont aujourd'hui réunis dans les environs d'Hijar, où il n'y a ni troupes de ligne ni gendarmes. A l'entrée de ces insurgés dans la ville d'Hijar, le clergé a fait sonner toutes les cloches des églises en signe de réjouissance.

La question dont on se préoccupe le plus parmi les personnes que je vois ici, est de savoir si réellement don Carlos est entré en Espagne, comme un grand nombre de personnes l'affirment. Le bruit court que déjà il a, suivant la vieille coutume, juré devant la junte insurrectionnelle soulevée; mais les fueros des provinces soulevées; mais le gouvernement persiste à dire que le prétendant n'a pas même essayé de passer la frontière. Cette question est très importante, car si les carlistes, disséminés dans toute l'Espagne, étaient persuadés que leur roi a pris le commandement de l'armée et surtout qu'il a prêté le serment de fidélité aux fueros, ils seraient tout pris de plus vif enthousiasme.

La principale qualité de don Carlos, il ne faut pas oublier, c'est que ses partisans le considèrent comme le représentant des fueros, c'est-à-dire des anciens droits des provinces, lesquels ont été à peu près annulés par les gouvernements plus ou moins libéraux de l'Espagne contemporaine. L'esprit provincial est encore vivant dans ce pays habité par des races passionnées pour l'indépendance. C'est ce que les divers partis libéraux qui se sont succédé au pouvoir pendant ce siècle n'ont jamais voulu comprendre. Epris d'un idéal que d'autres nations avaient en partie réalisé, ils ont voulu imposer à la vieille Espagne, dont les rois de Castille n'avaient pas pu changer le caractère, une imparfaite copie des institutions françaises, sans se soucier des traditions indigènes, sans tenir compte des réalités morales.

De là une situation bizarre, compliquée des plus étranges contradictions. Leurs ennemis, les carlistes, sont, à un autre point de vue, les champions de la liberté et de la décentralisation. Au fond, il n'y a en Espagne qu'un seul grand parti populaire, lequel est passionné pour l'indépendance provinciale et municipale. Tout ce qui, dans ce grand parti, est resté fidèle à la religion catholique et au principe monarchique, regarde en ce moment don Carlos comme son chef naturel: c'est le peuple des campagnes. L'autre moitié, dont la force augmente tous les jours, veut la république fédérale: c'est le peuple des villes.